



RETRAITES : ENCORE UN EFFORT... POUR FAIRE PLIER LE GOUVERNEMENT !



Repousser l'âge de départ à la retraite (de 60 à 62 ans) et l'âge de départ sans décote (de 65 à 67 ans), augmenter la durée de cotisation (jusqu'à 41,5 annuités, pour l'instant...) : cette « réforme » a pour seuls objectifs de baisser les pensions et d'amplifier les inégalités.

Alors que le produit intérieur brut ne cesse d'augmenter, il y aurait bien d'autres solutions pour financer les retraites, mais le gouvernement choisit clairement le capital contre le travail. Il s'agit de faire en sorte qu'une petite minorité de possédants et de rentiers s'accapare toujours plus la richesse créée par les salariés, et au passage, de casser le système de retraites par répartition, au profit d'un système par capitalisation reposant sur les marchés financiers, dont pourtant la crise récente a montré clairement les limites !

Bien que les membres du gouvernement, aidés par les médias aux ordres, répètent en continu qu'il n'y a pas « d'autre solution », que c'est pour « sauver » le système, les salariés ne sont pas dupes et rejettent de plus en plus massivement les mesures annoncées : les grèves et manifestations progressent, après le 27 mai, le 24 juin puis le 7 septembre, la journée du 23 a encore permis à la mobilisation de franchir nationalement un nouveau seuil.

Dans plusieurs départements, des assemblées générales de grévistes ont choisit de reconduire la grève, dans l'éducation nationale, la SNCF... mais aussi dans des entreprises privées. Pour autant l'intersyndicale nationale, qui aurait pu rebondir sur ces reconductions, préfèrent maintenir sa stratégie d'appel à des journées de grève isolées, sans perspective.

Pourtant nous savons bien que pour gagner, il faudra que la grève s'amplifie dans la durée. Certes cela n'est pas facile, mais une accumulation de jours de grève ponctuels mènera à la défaite... et coûtera aussi cher ! Et laisser passer cette « réforme » coûterait encore plus cher !

L'idée d'appeler à des manifestations un samedi, le 2 octobre, peut permettre aux salariés de nombreuses entreprises privées, qui sont souvent dans la quasi-impossibilité de faire grève, d'exprimer leur opposition. Mais cela doit être une nouvelle étape dans la construction d'un mouvement plus profond.

Il faut à tout prix être nombreux dans la rue le 2 octobre, pour construire ensuite, non pas une nouvelle journée de grève, mais le départ d'une grève reconductible.

SUD Education Alsace s'est adressé en ce sens aux autres organisations syndicales de l'éducation, mais aussi de l'interprofessionnel, avec l'union syndicale Solidaires. La date du 5 octobre (début des débats sur le projet de loi au Sénat) peut être envisagée.

TOUS DANS LA RUE LE SAMEDI 2 OCTOBRE !
TOUS ENSEMBLES PREPARONS LA SUITE ET
L'AMPLIFICATION DE LA MOBILISATION !